Le Burundi veut améliorer la transparence et l'équité dans l'enseignement

@rib News, 26/11/2016 â€“ Source Xinhua Le ministÃ¨re en charge de l'Ã©ducation nationale a organisÃ© jeudi une "retraite" en vue de trouver des stratÃ©gies pouvant amÃ©liorer la transparence et l'Ã©quitÃ© dans l'enseignement, a dÃ©clarÃ© vendre Victor Ndabaniwe, un responsable du ministÃ¨re qui a annoncÃ© les principales recommandations issues de cette retraite.[PhotoÂ : Une enseignante dans sa classe dâ€™une Ã©cole primaire de Bujumbura.]Â

Ainsi, a dit M. Ndabaniwe, les participants Ã cette retraite ont demandÃ© "de mettre en place une commission nationale qui contrÃ´le le respect des critÃ¨res de remplacement et de recrutement pour lutter contre les fraudes des titres scolaires et de sanctionner tout responsable scolaire qui passe outre les textes rÃ©glementaires mis Ã sa disposition du fait que les rÃ©parations des dommages causÃ©s par ce dernier sont souvent Ã la charge de l'Etat".Les rÃ©intÃ©grations ne vont Ãªtre accordÃ©es qu'aux enseignants ayant Ã©tÃ© dÃ©tachÃ©s ou Ã ceux qui reviennent avec des diplÃ´mes supÃ©rieu qualifiÃ©s dans le domaine de l'enseignement. La retraite a aussi recommandÃ© la neutralitÃ© politique de tout responsable scolaire dans le milieu scolaire oÃ¹ chacun doit assumer pleinement ses missions sans aucune autre influence, et que la nomination des directeurs des Ã©coles doit dÃ©sormais se conformer Ã la loi en vigueur. Les participants Ã la retraite se sont en effet convenus qu'aucun directeur ne doit plus Ãªtre nommÃ© s'il ne justifie pas d'une anciennetÃ© d'au moins trois ans dans la carriÃ¨re, des connaissances et des compÃ©tences professionnelles requises ainsi que des qualitÃ©s morales. Il a Ã©tÃ© enfin recommandÃ© des sÃ©ances de renforcement des capacitÃ©s en faveur des responsables scolaires et la rÃ©vision de la loi rÃ©gissant les comitÃ©s de gestion de l'Ã©cole pour permettre aux directeurs provinciaux de l'enseignement d'agir en cas de besoin. "De telles occasions vont Ãªtre organisÃ©es au moins une fois par an pour s'autocritiquer et Ã©valuer la qualitÃ© des prestations du ministÃ¨re telle que recommandÃ©e Ã tout gestionnaire de service public", a conclu Victor Ndabaniwe. Au moment oÃ¹ l'on dÃ©nombre nombre de chÃ´meurs dans le pays, les participants Ã la retraite ont Ã©galement proposÃ© qu'il y ait un recensement des chÃ´meurs qualifiÃ©s dans le domaine de l'enseignement, pour les classer par commune et par anciennetÃ© de leurs diplÃ´mes afin qu'ils puissent Ãªtre recrutÃ©s dans l'enseignement mais dans la plus grande transparence. Un des participants Ã la retraite qui a Ã©tÃ© contactÃ© par Xinhua et qui a prÃ©fÃ©rÃ© ga l'anonymat a apprÃ©ciÃ© l'organisation de telles retraites (la deuxiÃ¨me du genre) parce que, a-t-il dit, "elles permettent de redresser la situation et de travailler dans la transparence et l'Ã©quitÃ© lorsque les recommandations sortent des tiroirs et sont mises en application de faÃ§on effective".